



**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Quimper, le 18 JAN. 2019

Service aménagement
Mission planification urbanisme
Affaire suivie par : Stéphane Le Yeuc'h
Tél : 02.98.76.50.79
Fax : 02.98.76.50.24
Courriel : stephane.le-yeuch@finistere.gouv.fr

Le Préfet du Finistère
à
Monsieur le maire d'Elliant
Mairie
1 rue du Docteur Laennec
29370 ELLIANT

Objet : Commune d'Elliant – Projet de PLU arrêté
PJ : Rapport d'analyse

Par délibération du 26 septembre 2018, le conseil municipal a arrêté le projet de plan local d'urbanisme (PLU) de la commune.

En application des dispositions de l'article L. 153-16 du code de l'urbanisme, vous m'avez adressé pour avis le dossier correspondant. Le dossier a été reçu complet en préfecture du Finistère le 25 octobre 2017.

J'ai noté que la municipalité a opté pour un contenu modernisé du PLU sur la base des dispositions du décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015.

Conformément aux modalités d'association de l'État à l'élaboration des documents d'urbanisme dans le Finistère, j'ai demandé aux services de l'État associés à cette procédure de me faire connaître leurs observations sur le projet. Vous en trouverez, ci-joint, la synthèse.

Au terme de l'analyse, le projet de PLU arrêté apparaît globalement cohérent et respectueux des principes fixés par l'article L 101-2 du code de l'urbanisme. Toutefois, le document présenté devra être précisé, complété, voire corrigé sur la base des observations émises dans la synthèse jointe, et notamment sur les points suivants :

. Compatibilité avec le SCoT :

La justification de la compatibilité avec le SCoT demande à être développée, notamment sur le volet relatif à la densité.

. Risques naturels et technologiques :

Les périmètres des zones d'aléas inondations (AZI L'Odet, Le Jet et Le Steïr) devront être précisément reportés sur les documents graphiques et il conviendra d'adapter le règlement écrit en conséquence.

Concernant la matérialisation des zonages concernés par le « PPRT de Rosporden et Elliant – Etablissement Mc Bride », il conviendra de revoir les délimitations des zonages réglementaires.

. Protection des zones humides :

Le projet de PLU devra être rendu cohérent avec l'inventaire des zones humides sur le secteur de « Kerrun-Moustoir ». Il conviendra, par ailleurs, de compléter les justifications relatives aux zones humides, à la protection des boisements, et à la trame verte et bleue.

. Préservation des zones agricoles :

L'identification des bâtiments de caractère situés en zonage agricole fait apparaître, compte tenu du nombre 83, un risque de mitage de l'espace agricole. Par ailleurs certaines inter-actions avec les activités agricoles, du fait de la proximité, peuvent être à craindre. Un réexamen attentif devra être entrepris par la municipalité.

Sous réserve de la prise en compte de ces éléments avant l'adoption définitive du PLU, j'émetts un avis favorable et vous invite à soumettre le document à l'enquête publique.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Alain CASTANIER

PRÉFET DU FINISTÈRE

Révision générale du plan local d'urbanisme d'Elliant

Consultation des personnes publiques associées
sur le projet arrêté le 26 septembre 2018

Rapport d'analyse des services de l'État

PRÉAMBULE

Par délibération du 26 septembre 2018, le conseil municipal d'Elliant a arrêté le projet de plan local d'urbanisme (PLU) dont la révision a été engagée le 22 janvier 2015.

Dans le cadre de la consultation des personnes publiques associées prévue par l'article L.153-16 du code de l'urbanisme (CU), le préfet a reçu le projet de PLU arrêté le 25 octobre 2018 pour avis, qui sera joint au dossier soumis à enquête publique.

Élaboré sur la base des observations des différents services de l'État, le présent rapport examine la prise en compte par le PLU des principales politiques publiques en matière d'urbanisme et d'aménagement, notamment au regard :

- des enjeux stratégiques issus du Grenelle de l'Environnement (loi ENE du 12 juillet 2010) ;
- des enjeux relatifs à la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers, et à la lutte contre l'étalement urbain, issus des lois du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR), du 13 octobre 2014, d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAF), du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (dite Loi Macron) ;
- de l'ordonnance du 23 septembre 2015 et du décret du 28 décembre 2015 procédant à la modernisation du contenu du PLU.

Il s'agit pour l'État de s'assurer que le projet ne comporte pas d'orientations ou de règles de nature à compromettre l'application d'une politique nationale. Cette analyse est en outre complétée par des commentaires et recommandations sur la composition et l'expression juridique du projet de PLU, visant en particulier à faciliter l'appropriation du document et des règles qu'il comporte par la population et les services qui seront en charge de son application, ainsi qu'à garantir la sécurité juridique des actes délivrés sur son fondement.

Le projet de PLU fera l'objet d'une consultation de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) le 30 janvier 2019, au titre des dispositions de l'article

L.151-12 du CU. La commission émettra un avis et le PLU devra prendre en compte les observations émises par cette instance.

Concernant la modernisation du contenu du PLU sur la base du décret susvisé la commune a opté pour intégrer un contenu modernisé à son PLU.

Cet avis analyse en outre la compatibilité du projet de PLU arrêté avec le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération. Le projet de PLU a été établi à l'horizon 2028, soit 10 ans.

1 - COMPOSITION GÉNÉRALE DU DOSSIER

Le dossier de PLU transmis par la commune comporte un rapport de présentation, un projet d'aménagement et de développement durables (PADD), des orientations d'aménagement et de programmation (OAP), un règlement (graphique et écrit) et des annexes conformément aux dispositions de l'article L.151-2 du CU.

Observations sur le PADD

Le PADD débattu en conseil municipal du 04 mai 2017 définit les orientations générales des différentes politiques énoncées à l'article L.151-5 du CU. Conformément à cet article, il fixe des objectifs chiffrés à environ 10 ans : consommation foncière de 7,5 ha (en extension) pour la production de logements en fonction de la densité moyenne de 20 lgts/ha pour produire environ 250 logements. Il prévoit d'affirmer la centralité de l'agglomération du bourg (au sein et en périphérie) et d'assurer un développement mesuré des autres zones urbanisées du territoire.

Le PADD paraît globalement cohérent avec les objectifs et principes énoncés aux articles L.101-1 et L.101-2 du CU, et avec ceux du SCoT.

Observations sur la compatibilité avec les documents supra-communaux :

Le PLU de la commune d'Elliant doit être compatible avec les documents de portée supra-communale (SCoT et PLH de Concarneau Cornouaille Agglomération), en application des articles L 131-4 et L 131-8 du code de l'urbanisme. Or, il apparaît dans le rapport de présentation, en page 222, que la justification de cette compatibilité est très laconique et mentionnée en deux phrases.

Par conséquent, il conviendra de présenter un développement argumenté et chiffré de la compatibilité du PLU avec les documents supra-communaux.

2 - ANALYSE THÉMATIQUE DU CONTENU DU PLU

2-1 - Consommation foncière, renouvellement urbain et lutte contre l'étalement urbain

a) Habitat et logements :

La commune a retenu dans son PADD (p. 6) et explicité dans le rapport de présentation du PLU (p.124) une croissance démographique annuelle de 1,3 % pour atteindre une population de 3700 habitants à l'horizon 2028 (soit 470 habitants supplémentaires sur une période de 10 ans). Elle retient ainsi un taux optimiste correspondant à une croissance qu'elle qualifie « *d'hypothèse n°2 intermédiaire* », supérieure à celle enregistrée au cours des périodes de 2007 à 2013 (0,4%) et de 2013 à 2018 (0,1%°), justifié par « *la dynamique démographique positive, constatée depuis trois décennies, liée au positionnement stratégique d'Elliant* ».

Elle en déduit une production de 253 logements sur 10 ans (soit 25 logements/an).

Cette prévision apparaît cohérente avec l'objectif du PADD et aux chiffres du SCoT et du PLH de Concarneau Cornouaille Agglomération.

Le rapport de présentation (p. 156) fait apparaître une consommation foncière d'environ 14 ha pour cette production de logements en renouvellement urbain, densification (6 ha estimé car non précisé dans le dossier et 8 ha en extension urbaine – chiffres p.127), par application de la fourchette de densité nette moyenne visée de 20 logements / ha. Au final, le projet de PLU affiche 8,3 ha en extension urbaine (zones 1AUb – cf. tableau des surfaces p. 155). A ce propos, il est important de préciser qu'il existe une incohérence dans les surfaces indiquées des zones 1AUb du PLU (tableaux p.155 et 178 du RDP) pour 8,3 ha, avec les chiffres disponibles dans le reste du rapport de présentation (p.127 ; p.140...) respectivement pour 7 à 8 ha ou 7,7 ha, et des OAP (chiffre total des zones 1AUh) pour 7,8 ha. Il importe donc de rectifier ces nombreuses incohérences concernant les chiffres annoncés dans le rapport de présentation.

Par ailleurs, le rapport de présentation annonce que seules des zones 1AUh destinées à l'habitat sont prévues dans le PLU. Or, le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération stipule, en page 8 du document d'orientation et d'objectif, que *"les PLU prévoient un étalement dans le temps de la consommation de ces espaces dans le cadre d'une programmation contrôlée et différenciée des surfaces à urbaniser à court terme (1AU) et à moyen et long terme (2AU)"*.

De plus, le projet de PLU fait la synthèse de l'étude des potentiels fonciers (p.131 à 140 du rapport de présentation) concernant la densification spontanée des dents creuses, la démolition-reconstruction sur l'existant, la division et le regroupement parcellaire, au regard de l'article L 151-4 du code de l'urbanisme. Il retient un potentiel théorique de 70 logements dans l'agglomération du bourg, 50 logements dans la ZAC de Ker-Huella au bourg et 10 logements dans les zones à vocation d'habitat situées hors du bourg, sans toutefois clairement préciser ce qui relève du renouvellement urbain et des dents creuses, et enfin 120 logements prévus dans les zones d'extension (1AUb). En conséquence, il conviendra de compléter l'analyse.

Enfin, concernant la densité affichée de 20 logements/hectare dans le dossier de PLU, dont il est, par ailleurs, à observer qu'elle n'ait pas différenciée par secteur, tel que prévu au document d'orientations et d'objectif (DOO) du SCoT, il n'est pas possible, en l'état des données disponibles, de conclure à ce que cet objectif soit respecté ou pas. Par conséquent, il conviendra d'explicitier la démarche permettant d'arriver à ce ratio.

b) Activités économiques et équipements

- Activités économiques :

Le PLU prévoit l'extension d'un secteur d'activités économiques, « Kerambars » sur une surface de 3,9 ha en 1AUi. Cette extension apparaît mesurée au regard de la surface occupée par ce secteur économique « mixte » du territoire (cf. SCoT CCA- p.19 du DOO).

- Equipements :

Le PLU ne prévoit pas de secteur futur pour les bâtiments et les équipements publics, excepté un secteur classé en zonage NL1 destiné au site de la piscine municipale. Ce zonage est identifié comme secteur de taille et capacité d'accueil limitées (STECAL) et le règlement écrit correspondant autorise des « équipements d'intérêt collectif et services publics ».

c) Etalement urbain

Conformément au SCoT qui vise une réduction d'au moins 1/3 de la consommation foncière, le projet de PLU réduit considérablement les surfaces des zones constructibles (- 64 ha), par rapport au PLU en vigueur et les surfaces des zones constructibles futures (- 50 ha).

Néanmoins, le dossier ne traduit pas l'objectif de réinvestissement urbain en chiffres, mais il est prescriptif pour les secteurs de densification spontanée (dents creuses en U) en instaurant des OAP.

Compte tenu des objectifs de développement retenus, de la configuration du bourg et d'un village (Croas Menez Bris), et deux STECAL de type hameau (Lanniec et Penker Kerdaénès) la commune a retenu comme choix de maîtriser son étalement urbain :

- pour le bourg, en contenant les extensions d'urbanisation, au regard des contraintes topographiques, dans sa partie Est.

- Concernant le village et les STECAL, en insérant les nouveaux secteurs à urbaniser soit en dents-de-scies, soit dans les décrochés des périmètres urbains.

d) La préservation des espaces naturels et des activités agricoles :

Il est à noter que 83 bâtiments susceptibles de changer de destination sont identifiés sur le règlement graphique du PLU. Ce potentiel supplémentaire de logements devrait, en toute rigueur, être comptabilisé.

Par ailleurs, ces 83 bâtiments sont situés en zonage A, impliquant à terme un risque, non négligeable, de mitage de l'espace agricole.

De plus, certains bâtiments sont situés à proximité de sites secondaires d'exploitation à : "Kerhua" et "Penfoennec Izella", et de sites principaux à : "Nenez", "Botbodern", "Coat Coustance".

Enfin, des bâtiments semblent être déjà réhabilités et habités (ex: Menez Huélou). Par conséquent, un réexamen de l'identification de ces bâtiments devra être entrepris.

2.2 - Protection et mise en valeur des milieux naturels et de la biodiversité

a) Natura 2000

La commune d'Elliant n'est pas directement concernée par un site Natura 2000, ni identifiée comme commune littorale, mais identifiée comme commune limitrophe de communes concernées. Elle est donc, de fait, dispensée de réaliser une évaluation environnementale sur son document d'urbanisme.

b) Zones humides

Le règlement graphique du PLU délimite les zones humides identifiées par un zonage Nzh spécifique, auquel est associé un règlement écrit protecteur, en application de l'article L 151-23 du code de l'urbanisme. L'identification des zones humides a été réalisée par le Silvalodet en 2010 (validé en conseil municipal le 01/07/2011), en partenariat avec la commune d'Elliant, qui a déterminé une surface d'environ 718 ha.

Le rapport de présentation (page 43) présente très succinctement les zones humides présentes sur le territoire communal, mais sans présentation de la méthodologie adoptée, ni d'une typologie détaillée.

Par conséquent, ce sous-chapitre « 2.2 les zones humides » devra être complété (méthodologie, typologie, indice de fiabilité des zones humides...).

Enfin, cette identification des zones humides apparaît cohérente avec le SAGE de « l'Odé », excepté les indications mentionnées page 208 du rapport de présentation, relatives au zonage NL2 du STECAL de « Kerrun Moustoir ».

En effet, à la lecture du règlement graphique et de l'inventaire des zones humides, certaines parcelles identifiées comme zones humides effectives reçoivent un zonage NL2. Cette démarche étant contraire à la préservation des zones humides, les parcelles concernées par des zones humides devront être reclassées « Nzh ».

c) Espaces boisés classés (EBC)

La municipalité de la commune d'Elliant n'a pas retenu l'option de prendre des dispositions spécifiques de type espaces boisés classés (EBC) dans le but d'assurer la protection des espaces boisés. Il a été retenu l'option, en application de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme, d'identifier et localiser les éléments du paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, de préservation des continuités écologiques. Un sous-chapitre « 2.1 les boisements » est consacré à ces boisements représentant environ 725 ha, mais dont l'apport d'information est très succinct. Il conviendrait donc d'étayer ce sous-chapitre consacré aux boisements.

d) Trame verte et bleue (TVB)

L'inventaire des cours d'eau, celui des zones humides et l'identification des boisements, haies et talus à protéger contenus dans le projet de PLU arrêté participent à la définition d'une trame verte et bleue du territoire, selon la méthodologie prévue par le document d'orientations générales (DOO) du SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération.

Le projet de PLU prend en compte le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) de la région Bretagne.

Une présentation écrite et cartographique de l'inventaire des milieux naturels est disponible aux pages 41 à 54 du rapport de présentation. Si la traduction réglementaire de la trame verte et bleue n'appelle pas d'observation, la méthodologie utilisée pour comprendre le fonctionnement écologique du territoire communal aurait mérité d'être explicitée (rapport de présentation) et accompagnée dans le dossier de PLU d'une planche graphique (échelle 1/10 000) reprenant l'ensemble des informations de la trame verte et bleue.

2.3 - Protection et gestion de la ressource en eau

a) Gestion des eaux usées

La commune dispose d'un réseau d'assainissement collectif et les eaux usées sont traitées dans une station d'épuration récente de type « boues activées », située au Sud du bourg. Un bilan récent de la station d'épuration montre que sa capacité de traitement est suffisante pour assainir les futurs apports d'eaux usées liés aux projets d'urbanisation. Néanmoins, la matérialisation des infrastructures de cette station d'épuration devrait avantageusement être visible sur les règlements graphiques du PLU.

L'annexe sanitaire indique que le zonage d'assainissement a été réalisé en 1996, puis complété par des études des sols en 1998 et 2006, et est actuellement en cours de mise à jour. Cette annexe sanitaire fournit, uniquement une carte du bourg faisant apparaître les zones relevant de l'assainissement collectif, y compris pour les futures zones constructibles 1AUb et 1AUi. Néanmoins, étant donné que la mise à jour du zonage d'assainissement est en cours, il paraît donc indispensable que cette mise à jour soit, une fois terminée, incluse dans l'annexe sanitaire du PLU approuvé.

Concernant l'assainissement non collectif, l'annexe sanitaire indique des informations succinctes relatives à ce type d'assainissement sur le territoire, et aucune information relative à l'aptitude des sols à recevoir un assainissement autonome dans le village de « Croas Menez Bris » et les STECAL de « Lanniec » et « Penker Kerdaénès », où de nouvelles constructions sont possibles. Par conséquent, une cartographie de l'aptitude des sols devra être réalisée lors de la mise à jour du zonage d'assainissement et insérée dans l'annexe sanitaire du PLU approuvé.

b) Gestion des eaux pluviales

L'annexe sanitaire fait mention qu'une étude de schéma directeur de gestion des eaux pluviales a été réalisée en 2012/2014. Le projet de PLU a donc permis de réaliser une étude de gestion des eaux pluviales (diagnostic qualitatif et planification de réalisation des infrastructures de gestion des eaux pluviales) et de présenter des orientations de raccordements de la zone agglomérée et des futures zones 1AUb et 1AUi. Les solutions d'aménagement retenues sont, notamment, un système de collecte de type fossé et de réseaux de canalisations.

Néanmoins, il serait fortement souhaitable de disposer dans les annexes sanitaires de cartographies de cette étude, à l'échelle du bourg et du territoire.

c) Protection de la ressource en eau

La commune d'Elliant est concernée par deux périmètres des protections des captages d'eau potable : « Bois Daniel » et « Kergaouen-Kervendero ». Ces périmètres de protections sont reportés sur le plan des servitudes publiques. Néanmoins, sur les planches du règlement graphique du PLU aucun zonage indicé spécifiquement n'a été instauré, ce qui aurait permis d'en améliorer la lisibilité.

Par ailleurs, les arrêtés préfectoraux de DUP établissant des périmètres de protection de la ressource en eau destinée à la consommation humaine et établissant des servitudes ne sont pas dans le présent dossier de PLU arrêté. Par conséquent, il conviendra d'inclure ces documents en annexe du PLU approuvé.

Le plan du réseau d'eau potable concernant l'agglomération est joint dans les annexes sanitaires. Il conviendra d'y joindre également le plan pour l'ensemble du territoire communal.

2.4 - Préservation et mise en valeur des paysages et du patrimoine

a) Patrimoine paysager et bâti

Conformément à l'article L151-19 du code de l'urbanisme, le projet de PLU a identifié et localisé sur le règlement graphique les éléments bâtis afin d'assurer leur protection. Les dispositions générales du règlement écrit précisent les conditions de protection. Conformément à l'article L151-23 du code de l'urbanisme le projet de PLU identifie et assure la protection des éléments naturels à protéger : boisements et arbres remarquables.

Néanmoins, le règlement graphique du PLU aurait également pu au travers de l'article L 151-19 du code de l'urbanisme identifier les éléments du paysage de type : quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, sites et secteurs, à protéger.

Par ailleurs, au travers de l'article L 151-23 du code de l'urbanisme, il aurait pu identifier les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques, les haies et talus remarquables, l'ensemble constituant un marqueur essentiel du paysage communal.

b) Archéologie

Le rapport de présentation ne comporte pas de rubrique dédiée aux sites archéologiques recensés, par la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) selon leur intérêt patrimonial, sur le territoire communal. Le règlement graphique identifie ces secteurs par une trame spécifique mais comporte des imprécisions.

A ces propos plusieurs observations devront être prises en compte :

- La liste des sites archéologiques et leurs types de zonages devront être insérés dans le rapport de présentation (rubrique spécifique).
- Le règlement graphique matérialise bien, par une trame, les emprises des sites archéologiques, mais sans distinguer les deux types de zones (1 ou 2). Par conséquent, les sites du « Dolmen de Keringard » et du « Menhir de Cosquerven » devront, conformément à la demande de la DRAC Bretagne, faire l'objet d'un zonage N.
- Le règlement écrit du PLU mentionne, en page 10, les prescriptions afférentes à ces sites archéologiques, néanmoins de façon très partielle. Il conviendra, par conséquent, toujours dans le règlement écrit de faire référence à l'intégralité de la réglementation.

L'ensemble de ces informations actualisées (liste des sites et la réglementation) relevant du « porter à connaissance » mis à jour en continu, est transmis en parallèle du présent avis, à la communauté d'agglomération et à la commune.

2.5 - Prévention des risques et nuisances

a) Risques

• Risques naturels :

. Le risque inondation :

Concernant les zonages NL :

. Le sous-zonage NL1 relatif au site de la « piscine municipale » et disposant d'infrastructure recevant du public, est régulièrement concerné par des inondations de la rivière «le Jet » toute proche (crues de janvier 1995 et décembre 2000).

Le règlement écrit devra être adapté en conséquence, au regard de la fiche « repère de crue JET N°02 » de l'Atlas des zones inondables du Jet, ainsi que de la présence sur le site de bâtiments recevant du public.

. Le sous-zonage NL2 relatif au site de « Kerrun Moustoir », représentant le périmètre d'une activité commerciale de loisir, dont le règlement écrit autorise les destinations de « *restauration* » et « *activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle* », et donc du public.

Ce sous-zonage est concerné par le risque inondation, répertorié dans l'Atlas des zones inondables « L'Odet, Le Jet et Le Steïr – Carte d'inondabilité hydrogéomorphologique – Planche Odet 3 ».

Il apparaît qu'une partie du sous-zonage NL2 est concerné par ce risque d'inondation et que le règlement écrit n'en fasse pas mention.

Par conséquent, les règlements graphique et écrit devront donc être rectifiés.

. Radon :

L'arrêté portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français, classe la commune d'Elliant en catégorie 3 (zone à potentiel élevé),

Par conséquent, le rapport de présentation devra en faire mention dans le sous-chapitre « 7.1 Les risques naturels » (p.104 RDP) et « 2.8 L'impact sur les risques, pollutions et nuisances » (p.215 RDP).

• Risques technologiques :

▪ Concernant « les risques liés aux canalisations de transport de gaz » : les données indiquées, page 108 du rapport de présentation, devront être mises à jour et complétées, comme tel (cf. courrier GRT Gaz disponible en DDTM) :

Le tableau suivant synthétise les restrictions d'urbanisation autour des ouvrages :

Zonage	Phénomène dangereux de référence	Implantation IGH	Implantation ERP
SUP n° 3 : Zone des effets létaux significatifs (ZELS)	Réduit (*)	Interdite	- interdite au-delà de 100 personnes
SUP n° 2 : Zone des premiers effets létaux (ZPEL)	Réduit (*)	Interdite	- autorisation subordonnée à analyse de compatibilité si capacité comprise entre 100 et 300 personnes - Interdite au-delà de 300 personnes
SUP n° 1 : Zone des premiers effets létaux (ZPEL)	Majorant	Autorisation subordonnée à analyse de compatibilité	- autorisée si < 100 personnes - autorisation subordonnée à analyse de compatibilité si capacité supérieure à 100 personnes

(*) La mise en place d'une ou plusieurs mesures compensatoires ayant pour effet de rendre la probabilité du phénomène dangereux de référence majorant inférieure à 10^{-6} par an permet de retenir uniquement le phénomène dangereux de référence réduit.

Tableau des restrictions d'urbanisation :

Les zones d'effets dominos des ouvrages, assujetties à l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité de l'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, devront être indiquées comme ci-après :

CANALISATIONS	DN	PMS	Zone d'Effets Dominos Rayon (m)
ARZANO - ELLIANT	300	67,7	90
ELLIANT - ERGUE GABERIC LE JET	200	67,7	55
ELLIANT - ERGUE GABERIC LE JET	250	67,7	75
ELLIANT - ST GUENAL - MELGVEN	100	67,7	35
ELLIANT - GOUESNOU	250	67,7	75

POSTES	Zone d'Effets Dominos Rayon (m)
POSTE DE ELLIANT	70
POSTE DE ELLIANT SAINT GUENAL	55

Zone d'Effets Dominos : Zones de dangers définies pour un seuil de 8 kW/m2

Par ailleurs, il conviendra d'indiquer que : « pour l'implantation de parcs éoliens, les services de GRT Gaz devront être consultés pour avis ».

▪ Concernant les risques technologiques PPRT : la délimitation du zonage « Ulrt » sur la planche « 5.5 S et bourg » du règlement graphique, il conviendra de revoir ces périmètres ne correspondant pas correctement (inclusion supplémentaire au zonage Ulrt de parcelles, de bâtiments d'activités et d'habitations) aux documents disponibles dans le PPRT approuvé par arrêté préfectoral n°2011-1841 du 28 décembre 2011.

Par ailleurs, le périmètre du PPRT devra être rectifié, afin de correspondre rigoureusement (décalage vers l'Est) au PPRT approuvé.

Enfin, il devra être également tenu compte des dispositions demandées pour ces risques technologiques dans la rubrique « Règlement /règlement écrit / A titre général », en page 10 de la présente note de synthèse.

b) Nuisances sonores

La commune d'Elliant est concernée par une voie classée bruyante (RD 765), par arrêté préfectoral du 12 février 2004. Toutefois l'arrêté préfectoral (y compris annexe 1 et plan cartographique comportant les largeurs de bande impactées par le bruit) devra être annexé au PLU. Par ailleurs, le rapport de présentation devra être complété (sous-chapitre « 6. Les pollutions et nuisances ») par ces éléments.

Par ailleurs, pour une meilleure prise en compte de ces nuisances, le règlement écrit et ses zonages concernés pourraient également rappeler que : « *pour les secteurs affectés par le bruit, les constructions existantes ou futures doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs en application de la réglementation en vigueur* ».

c) Sites et sols pollués :

Les sites pollués (bases de données BASOL et BASIAS) sont bien identifiés et localisés dans le rapport de présentation (p.101 à 103). Néanmoins, plusieurs d'entre eux sont situés dans le centre bourg et donc susceptibles de faire l'objet de projet d'urbanisation.

Par conséquent, il conviendra d'indiquer dans le rapport de présentation et le règlement écrit que tout projet d'urbanisme dans ces sites ou anciens sites devra tenir compte de cette information. Par ailleurs, il devra être indiqué que pour toute nouvelle construction, conformément à l'article L.125-6 du code de l'environnement, et tout changement d'usage des terrains concernés, nécessitera la réalisation d'études de sols et la mise en place de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publiques et l'environnement (un plan de gestion adapté à la situation rencontrée devra être établi).

d) Lignes électriques à haute tension :

Le territoire de la commune est traversé par des lignes électriques à très haute tension (225 kV). L'instruction du 15 avril 2013 du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie relative à l'urbanisme à proximité des lignes de transport d'électricité apporte des précisions dans ce domaine et des valeurs de champs magnétiques à prendre en considération. Par conséquent, le rapport de présentation et l'annexe sanitaire devront mentionner la présence de ces ouvrages, en y consacrant un paragraphe à cet effet, ainsi que faire référence au rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) et à l'existence du site « cartoradi.fr » pour les stations radioélectriques (résultats des mesures de champs électromagnétiques).

2.6 - Satisfaction des besoins en matière d'habitat et de mixité sociale

Le PLH de CCA demande de « produire des logements locatifs sociaux » de manière à atteindre 18 % de logements locatifs publics sur la production globale de logements sur la durée du PLH, soit 452 nouveaux logements locatifs sociaux, à l'échelle du Pays de Concarneau Cornouaille Agglomération, en 6 ans (période 2014-2020). Pour Elliant, commune identifiée comme « *famille 2* », avec un objectif de 20% sur la durée du PLH, cela représente 30 logements sur 6 ans pour cette commune.

Le rapport de présentation (p. 222) justifie la compatibilité du PLU avec le PLH, néanmoins par une seule phase, ce qui est grandement insuffisant comme justification. Les mesures prévues (20 % de logements sociaux) consistant à favoriser la mixité sociale dans les opérations de renouvellement urbain et dans les nouvelles opérations dans certains secteurs « *UB* » et « *1AUB* », sont détaillées dans les OAP, mais ces objectifs affichés soulèvent une interrogation.

En effet, l'analyse des 6 secteurs pour lesquels sont définies des OAP, fait apparaître qu'elles n'imposent que 27 logements sociaux pour une durée prévue de 10 ans du PLU, ce qui laisse craindre que l'objectif de 30 logements pour une durée de 6 ans (PLH) et par extrapolation 50 logements sociaux pour 10 ans, risque de ne pas être atteint. Néanmoins, on peut penser que le secteur situé à l'Est du bourg devrait pouvoir accueillir également des logements aidés. Il conviendra, dans ce cas, de l'explicitier dans le rapport de présentation.

En conséquence, il importe de compléter les justifications et préciser la localisation des secteurs envisagés pour une application de cette mixité sociale dans les secteurs agglomérés type « UB » (renouvellement urbain), dans le rapport de présentation, et par une trame sur le règlement graphique.

ANNEXE

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES DOCUMENTS COMPOSANT LE PLU

a) RAPPORT DE PRESENTATION

▪ A titre général :

Le sommaire du rapport de présentation mériterait d'être plus détaillé, ce qui en faciliterait grandement sa lecture.

▪ A titre particulier :

Page 25 : concernant le sous-chapitre « 4.1 Le réseau des voiries », il conviendra d'indiquer que la RD15 est classée route à grande circulation (marge de recul de 75 m), en application du décret n°2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret n°2009-615 du 03 juin 2009, et de son annexe.

Page 101 : Concernant le « chapitre 6 - Les pollutions et nuisances » :

Il conviendra de rajouter :

- Un thème sur les nuisances sonores et plus particulièrement sur les nuisances sonores liées aux infrastructures de transport terrestre : RD 765 – classée en catégorie 3 (largeur de la bande impactée est de 100 m à partir du bord extérieur de la chaussée plus proche).

- Un thème sur la gestion des déchets et plus particulièrement sur l'existence sur le territoire communal d'une installation de stockage de déchets inertes au lieu-dit « Kerandreing ».

(Voir plus de données dans le « porter à connaissance »).

Page 104 : Concernant le titre « Le risque lié aux inondations », il conviendra de le déplacer en page 105, pour plus de cohérence.

Page 107 : Concernant les cavités souterraines « Elliant 2 Quistingou » (tableau), il conviendra de rectifier la dénomination par « Elliant 2 Quistinigou ».

Page 108 : Fin de page, le titre « Installations classées » devra être placé en début de page 109.

Page 110 : Concernant la dernière phrase, il conviendra d'ajouter, après « aux inondations. », le texte suivant : « ...et au PPRT (*plan de prévention des risques technologiques*) ».

Page 124 : Il conviendrait de revoir l'avant-dernière phrase de cette page : « *la dynamique démographique positive, constatée depuis trois décennies, liée au positionnement stratégique d'Elliant (proximité d'Auray et de la RN 165)* », compte tenu que cette information paraît surprenante au regard que la ville d'Auray (56) se trouve située à bonne distance de la commune d'Elliant.

Page 163 : Concernant les objectifs des règles applicables en zone UI, il conviendra d'y rajouter les règles applicables à la zone UIrt de Dioulan (relatif au PPRT -risque SEVESO).

b) P.A.D.D. :

Concernant les chiffres annoncés dans le PLU, il conviendra d'apporter une cohérence à ceux annoncés pour ces 3 secteurs relatifs aux extensions urbaines (1AUb), affichés au total à 7,5 hectares dans le PADD, à 7,8 hectares dans le décompte des OAP et à 8,3 hectares dans le rapport de présentation (tableau page 155).

c) Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP)

- Observations générales : Il apparaît que l'ensemble des OAP présentées dans ce document soient traitées de façon minimale, en indiquant simplement les accès principaux, les liaisons cycles et piétons, les continuités végétales et les filtres végétaux à créer.

Or, le SCoT de la CCA stipule, page 9 du document d'orientations et d'objectifs, que les OAP intégreront des principes fondamentaux et des optionnels.

Par conséquent, il apparaît que l'ensemble de ces principes fondamentaux, par exemple « *un découpage parcellaire optimisé* » ou « l'organisation des voies de circulation permettant la traversée des zones ouvertes à l'urbanisation... » ne soit pas mis en place. Il conviendra donc d'y remédier.

- Observations particulières :

Concernant le secteur de la « route de Tourch Est » (OAP n°3) :

Cette zone 1AUh destinée à recevoir principalement des habitations est dans sa limite Ouest, en bordure directe avec une zone d'activité. Dans les principes d'orientation d'aménagement et de programmation de cette zone aucun aménagement n'est prévu afin de réduire de potentielles nuisances avec la zone d'activité voisine.

Par conséquent, il conviendra de mettre en place des aménagements (de type merlons végétalisés ou talus boisés), afin d'endiguer la protection phonique des futurs habitants.

- Mixité sociale : Le rapport de présentation (p.184 et 185) fait mention des secteurs concernés par la diversité sociale et présentés sur une cartographie par les numéros d'OAP. Or, dans le document propre aux OAP, aucune information concernant cette « diversité sociale » n'est mentionnée.

d) REGLEMENTS :

• Règlement graphique :

- Mixité sociale : 4 secteurs sont identifiés au titre de l'article L 151-15 du code de l'urbanisme comme secteurs de densité sociale (OAP n°1 ; 2 ; 3 et 8). Or le secteur situé au Nord du bourg (OAP n°8), rue Maurice Bon et Saint-Gilles, ne fait pas l'objet comme les trois précédents d'une trame relative à cette servitude sociale. Il conviendra donc d'y remédier.

- Mention des noms de communes : les dénominations des communes voisines auraient utilement pu être indiquées, afin de se situer dans l'espace inter-communal.

- Maintenance des ouvrages de transport électrique et identification des boisements à conserver :

Le gestionnaire (RTE) des lignes de transport électrique demande à ce que la trame d'identification des boisements à conserver, au titre de l'article L 151-23 du code de l'urbanisme, soit revue sur la partie Sud de la parcelle cadastrale n° H98, compte tenu de la présence, à proximité, de la liaison 222 kV n°1 Poteau-Rouge-Squididan, impliquant des servitudes établies, des opérations de maintenance (notamment d'élagage), afin d'assurer la pérennité et la sécurité des ouvrages. Par ailleurs, il conviendrait de s'assurer qu'aucune autre situation similaire n'est identifiable sur le territoire communal.

• Règlement écrit :

A titre général :

- Concernant les zonages A, Azh, N et Nzh du PLU, le gestionnaire (RTE) des lignes électriques à haute et très haute tension traversant le territoire communal, demande afin de remplir sa mission de service public, que le règlement écrit permette d'effectuer les opérations de maintenance et les réparations nécessaires à l'entretien et au bon fonctionnement des ouvrages de transport d'électricité.

- Concernant les règles applicables aux zones concernées par le risque SEVESO (PPRT) :

Le PAC RT devra être disponible en annexes du document,

Par ailleurs, dans le règlement du zonage A et du zonage N (chapitre I – Thématique I – Paragraphe A2 – 2.1 et 2.2.3 en secteur Art – et paragraphe N2– 2.1 et 2.2.4 en secteur Nrt), il est fait mention de se référer à « l'annexe 2 du présent règlement », or dans le titre de l'annexe 2, il n'est pas fait mention aux règles applicables à la zone « Ulrt ». Il conviendra donc d'y remédier en indiquant également les zonages « Art » et « Nrt ».

A titre individuel :

- Zones Ui - Thématique I – Paragraphe UI2 – 2.2(p.37) et zones 1AUi - Thématique I – Paragraphe 1AUI2 – 2.2 : (p.49)

Il conviendra de limiter la surface des logements de gardiennage.

- Zones 1AUb – Thématique I – Paragraphe 1AUb2 – 2.2 (page 43)

Il est indiqué que « une densité minimale de 15 logements / hectare brute », or le SCOT de CCA indique 20 logements par hectare. Une incohérence existe par conséquent.

- Zones A :

Concernant le chapitre I – Thématique A1 – Paragraphe A2 – 2.2.2 relatif à ce qui est autorisé à la construction, il apparaît que les constructions et installations au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole, devront être implantées dans des zones d'activités au regard de leur destination première commerciale et/ou artisanale, excepté si cette activité est complémentaire d'une activité agricole.

- Zones NL : Zones naturelles et forestières - Chapitre II – Règlement applicable aux zones « NL » (p.85 et 86)

Il conviendra de s'interroger sur la dénomination des trois STECAL : « NL1 », « NL2 » et « NL3 », et la confusion que cela entraîne dans la « thématique I », par rapport aux paragraphes « NL1 », « NL2 » et « NL3 ».

Par ailleurs, il est à noter une incohérence, entre ce qui est indiqué page 86 du présent règlement écrit (où en NL1 et NL3 les constructions et / ou extensions des constructions existantes sont autorisées) et à la page 176 du rapport de présentation où seul la volumétrie et l'implantation est réglementée pour les extensions.

- Zones naturelles et forestières - Chapitre II – Thématique II – Paragraphe NL4 – Volumétrie et implantation des constructions – 4.1 Emprise au sol : (p.86)

Aucune disposition de limitation de surface n'est associable, par déduction, au zonage « NL2 » (site de Kerrun Moustoir). Cette disposition devra être revue du fait qu'une telle disposition ne peut être compatible avec un secteur naturel.

A titre collectif :

- Observations communes aux zonages A et N : Titre IV (zones agricole) – Chapitre I - thématique II (zones A) et Titre V (zones naturelles et forestières) – Chapitre I – thématique II (zones N) :

Paragraphe A4 (p.57) / Paragraphe N4 (p.80)

- 4.1 emprise au sol :

. La surface initiale minimale de l'habitation existante, pouvant faire l'objet d'une extension limitée, devra être au minimum de 60 m² et non 50 m² comme indiqué .

. L'extension des constructions à usage d'habitation existantes à la date d'approbation du PLU dans la limite de 50 m² ou entre 1 à 30 % de la surface totale initiale à condition que la surface totale initiale soit supérieure à 60 m² ou plus, et que la surface totale de la construction après travaux n'excède pas 250 m² ou moins.

. La surface maximale de constructions d'annexes aux habitations devra être limitée à 30 m² et non 40 m² comme indiqué.

- 4.2 hauteurs maximales autorisées :

. La hauteur maximale des extensions autorisées aux constructions à usage d'habitation existante ne pourra excéder 9 m. Le règlement écrit devra donc être revu sur ce point car non limité en mètre.

. La hauteur des annexes aux bâtiments d'habitation existants, la hauteur maximale au faîtage (mesurée à partir du sol naturel avant travaux) des constructions à usage d'annexes ne devra pas excéder 4 m (et non 6 m comme indiqué).

Paragraphe A5 (p.58) / Paragraphe N5 (p.81) :

- 5.1 – Aspect des constructions :

Il devra, également, être indiqué que *"la volumétrie et les toitures des extensions devront notamment être en harmonie avec celles du bâtiment principal"*.

Au titre des STECAL :

Le PLU présente dans la zone agricole 7 secteurs de taille et de capacité d'accueil limitée (STECAL).

Ils sont identifiés de telle sorte :

▪ ZONAGE A :

- Habitat :

Zonages AH à vocation d'habitat, situés dans 2 hameaux :

. Penker /Kerdaénès ;

. Lanniec.

► Concernant ces STECAL « AH » :

Dans ces zonages AH sont autorisées les nouvelles constructions à vocation d'habitat (page 171 du rapport de présentation) et pages 64 et suivantes du règlement écrit.

Cette description est conforme à l'instauration d'un STECAL.

- Activités industrielles des sols

Zonage AC à vocation d'exploitation du sol ou du sous-sol, situées dans 2 secteurs :

. carrières de Kerhoantec ;

. site de l'ISDI de Kerandreign.

► Concernant ces STECAL « AC » :

Dans ces zonages AC sont autorisés le maintien et le développement de l'activité extractive des sols (carrière) ainsi que l'ISDI, sans mentionner le fait que de nouvelles sont autorisées ou non (page 170 du rapport de présentation et page 62 du règlement écrit)

- Activités économiques :

Zones AE à vocation économique susceptibles de comporter des nuisances incompatibles avec l'habitat situé dans 3 secteurs :

. AE1 au site de Loch-Lae (artisanat et commerce de détail ; industrie)

. AE2 au site de Cosquer Fresq (secteurs AE2 et AE3 : restauration ; activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle ; hébergement hôtelier et touristique)

. AE3 au site de Quénéac'h Hervé.

► Concernant ces STECAL « AE » :

AE1 et AE3 interdiction de constructions nouvelles et AE2, idem à l'exception des habitations légères de loisirs (HLL) groupées ou isolées.

L'implantation de HLL hors d'un terrain de camping dûment autorisé ne peut être admise en l'état.

Cette disposition du règlement écrit devra donc être retirée.

Par conséquent, excepté pour les zonages AH, où les constructions nouvelles déconnectées sont admises, en application de l'article L.151-13 du code de l'urbanisme, les zonages AC et AE ne pourront être identifiés comme STECAL, au sens strict.

Comme précédemment pour les extensions la rédaction des articles des zonages AC et AE du règlement écrit devra être modifiée et complétée en cohérence avec le règlement type validé en CDPENAF du 30 septembre 2016.

▪ ZONAGE N :

- STECAL a vocation de loisirs :

. NL1 – Site de la piscine municipale, où sont autorisés (*paragraphe NL1- 1.1*) les équipements d'intérêt collectif et services publics.

. NL2 – Site de Kerrun Moustoir (parc de loisirs), où sont autorisés (*paragraphe NL1- 1.1*) la restauration et les activités où s'effectue l'accueil d'une clientèle.

. NL3 – Site du stand de tir, où sont autorisés les équipements sportifs.

Concernant le règlement écrit page 86 (*Zones naturelles et forestières - Chapitre II – Thématique II – Paragraphe NL4 – Volumétrie et implantation des constructions – 4.1 Emprise au sol*), il est indiqué, pour les secteurs NL1 et NL2, que "les constructions nouvelles et / ou extensions des constructions existantes seront limitées à 30% de l'emprise au sol". Cette formulation n'est pas claire et laisse trop d'interprétation possible. Elle devra être revue.

Néanmoins, pour le secteur NL2 aucune limitation d'emprise au sol n'est indiquée et donc contraire à la vocation d'une zone naturelle.

Par conséquent, les emprises au sol des nouvelles constructions et extensions des articles du zonage NL2 du règlement écrit devront être modifiées et complétées en cohérence avec le règlement type validé.

e) ANNEXES :

- Annexe 6.2 : Servitudes d'utilité publique

A. Liste :

■ I3- Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport et de distribution de gaz

- la dénomination des canalisations de gaz devra être rédigée :

CANALISATIONS	Diamètre Nominal (DN)	Pression Maximale de Service (PMS)	SUP 1 (m)	SUP 2-3 (m)
ARZANO - ELLIANT	300	67,7 bar	95	5
ELLIANT - ERGUE GABERIC LE JET	200	67,7 bar	55	5
ELLIANT - ERGUE GABERIC LE JET	250	67,7 bar	75	5
ELLIANT - ST GUENAL - MELGVEN	100	67,7 bar	25	5
ELLIANT - GOUESNOU	250	67,7 bar	75	5

POSTES	SUP 1 (m)	SUP 2-3 (m)
POSTE DE ELLIANT	50	6
POSTE DE ELLIANT SAINT GUENAL	40	6

- La mention des SUP des zones d'effets mises en place par arrêté préfectoral du 09/01/2017 devra être faite comme suit :

- . Zones d'effets : canalisation DN300-1977 ARZANO_ELLIANT
- . Zones d'effets : canalisation DN200-1977 ELLIANT_ERGUE-GABERIC_LE-JET
- . Zones d'effets : Canalisation DN100-1981- ELLIANT_SAINTE-GUENAL_MELGVEN
- . Zones d'effets : Canalisation DN250-1978- ELLIANT_GOUESNOU
- . Zones d'effets : Poste de ELLIANT
- . Zones d'effets : Poste de ELLIANT_SAINTE-GUENAL

- Concernant la mention du gestionnaire pour les canalisations et les zones d'effets, il conviendra d'indiquer :

GRT gaz – Pôle exploitation centre Atlantique
Service travaux tiers et urbanisme
10 quai Emile Cormerais – CS 10002
44801 Saint-Herblain Cedex

■ I4- Servitudes relatives à l'établissement de canalisations électriques :

- Concernant le gestionnaire du réseau HTA de distribution (non cartographié), il conviendra de remplacer « ERDF » par « ENEDIS ».

- Concernant les références législatives et réglementaires, il conviendra de les compléter avec les informations transmises (voir note d'information RTE – disponible en DDTM).

■ PT2- Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception :

- Remplacer : « Stations et FH Penmarc'h autocommutateur > Plonéour-Lanvern > Quimper-Penhars > Scaër » par : « Faisceau hertzien allant de Quimper-Penhars à Scaër ».

- Remplacer : « Faisceau hertzien de QUIMPER-Prat Ar Rouz à Guilvinec-Rue de Lagat-Yar » par « Faisceau hertzien allant de Quimper-Penhars à Rosporden (Château d'eau) ».

- Rajouter : « Faisceau hertzien allant de Quimper-Pluguffan (L'Enfer) à Scaër-Kerveleven » – Date de la servitude « 05/11/1998 » – Gestionnaire : « Défense ESID de Brest »

■ T1- Servitudes relatives aux chemins de fer :

- Concernant la « Ligne 470000 de Savenay à Landerneau », il conviendra de remplacer la date de la servitude « 22/03/1942 » par « 15/07/1845 ».

▪ T4- Servitudes aéronautiques de balisage ; T5- Servitudes aéronautiques de dégagement ; T7- Servitudes établies à l'extérieur des zones de dégagement :

Concernant le gestionnaire indiqué « SDAC/O », il conviendra de le remplacer (pour les 3 SUP) par « DGAC/ Service National d'Ingénierie Aéronautique – Département Ouest , zone aéroportuaire CS 14321 – 44343 BOUGUENNAIS Cedex ».

B. Plan :

A titre général :

▪ Un plan des SUP devra être fourni à une échelle de 1/10 000 ème minimum, car en l'état (échelle approximativement 1/20 000 ème, mais non spécifiée) le document est quasi inexploitable à l'échelle des parcelles.

▪ L'ensemble des SUP représentées sur le plan des SUP devraient utilement être identifiées afin de faciliter grandement la lecture du présent document.

A titre individuel :

▪ AC1- Servitudes relatives à la protection des monuments historiques :

Concernant le « Menhir de Menez Hiquem Man Coz, lieu-dit Cosquer Ven (Mhi) », il conviendra de revoir la localisation du périmètre AC1 sur le plan des SUP, décalé par rapport à son implantation initiale.

▪ I3- Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport et de distribution de gaz :

- La représentation graphique des servitudes I3, devra être revue, en intégrant uniquement les parcelles impactées par la présence d'une canalisation de gaz.

Aucune matérialisation des canalisations (y compris les identifications) et des zones d'effets ne devra être visible sur le plan des SUP.

▪ I4- Servitudes relatives à l'établissement de canalisations électriques :

La symbologie utilisée est inexacte (flèche pleine et non creuse), elle devra donc être rectifiée.

▪ PT3- Servitudes relatives aux transmissions téléphoniques :

Le territoire de la commune d'Elliant est concerné par un câble de cuivre : Quimper-Coray n°1453.

Il conviendra donc en légende du plan des SUP, de mentionner cette servitude PT3, en indiquant « localisation non connue ».

- Annexe 6.4 : Changement de destination des bâtiments agricoles :

Concernant l'inventaire disponible dans ce dossier, il semble étonnant de trouver dans la fiche n°57, la photographie d'un bâtiment présentant bien une architecture de caractère, mais ayant semble t-il fait l'objet d'une rénovation complète et qui est apparemment habité.

- Annexes diverses :

Concernant le transport d'électricité, le gestionnaire (RTE) demande à ce que soit annexé au PLU approuvé, la note d'information « actualisée » relative aux lignes et canalisations électriques (disponible en DDTM), dans le cadre de demande de coupe et d'abattage d'arbres ou de taillis, toute demande de certificat d'urbanisme, d'autorisation de lotir et de permis de construire, situés dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe des ouvrages